



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Vœux aux acteurs économiques

**Discours de Bruno Le Maire,
ministre de l'Économie et des Finances**

Bercy

Mardi 7 janvier 2020

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



Mesdames, Messieurs,

Je suis heureux de vous retrouver pour cette troisième cérémonie de vœux comme ministre de l'Économie et des Finances.

Que je sois heureux de vous retrouver est normal.

Que ce soit ma troisième cérémonie de vœux est plus original.

Dans ce ministère qui a vu passer les ministres à la vitesse du TGV dans des conditions de circulation normale, durer est une singularité.

On dit souvent que faire est plus important que durer.

Je crois surtout que durer est la condition pour faire.

Je voudrais donc placer ces vœux pour 2020 sous le signe de la durée et du temps long, le seul qui nous permettra de transformer en profondeur la France pour lui permettre de jouer tout son rôle au XXIème siècle.

*

Notre politique économique donne des résultats.

Elle donne des résultats sur la croissance : avec 1,3% pour 2019 et 2020, elle est plus élevée que la moyenne de la zone Euro.

Elle donne des résultats sur le chômage, qui reste pour moi le premier défi économique et social de la France : l'économie française a créé 700 000 emplois nets depuis 2017, des emplois de plus en plus stables, des emplois pour les jeunes et pour les plus de 50 ans. La question de l'emploi pour les plus de 50 ans est essentielle. Arrêtons de mettre au rebut l'expérience et l'engagement, valorisons-les.

Des emplois industriels aussi. Pour la première fois depuis des années, la France ne ferme pas des usines, elle en ouvre. Elle ne détruit pas des emplois industriels, elle en crée. Vous connaissez ma conviction : la France a tout pour rester une grande nation industrielle.

Notre politique donne des résultats sur la prospérité de nos compatriotes : le pouvoir d'achat a augmenté de + 3% en 3 ans pour 60% des ménages, parmi les plus modestes. Nous ne faisons pas une politique pour quelques-uns, nous faisons une politique pour toute la Nation.

Notre politique enfin donne des résultats pour les entreprises : le nombre de création d'entreprises a atteint les records, leurs marges se restaurent, leur investissement progresse.

2019 a donc été une année majeure de transformation économique. Nous avons transformé la SNCF, nous avons réformé l'assurance chômage, l'apprentissage et la formation. Nous avons mis en place avec la loi PACTE une simplification décisive des seuils sociaux et fiscaux, nous avons tenu nos engagements de baisse des impôts et des cotisations pour toutes les entreprises.

La croissance ne tombe pas du ciel, elle vient aussi de nos décisions.



Quelle conclusion est-ce que je tire de ces premiers résultats ?

Nous devons persévérer, faire preuve de constance et de détermination pour aller plus loin dans la transformation économique de la France.

*

La constance paiera dans un environnement international instable, qui menace la croissance mondiale dans son ensemble.

Je ne m'étendrai pas sur les événements récents au Moyen-Orient. Chacun en mesure la gravité et les conséquences possibles dans sa vie quotidienne, notamment sur les prix des carburants. Contre les risques d'escalade, le Président de la République a rappelé la nécessité de la stabilité et de la lutte contre le terrorisme islamiste.

Je voudrais insister en revanche sur trois enjeux qui demandent notre attention collective.

Premier enjeu : le commerce mondial.

La réponse aux excès de la mondialisation ne peut pas être la fin du multilatéralisme dans le commerce international, mais sa réorganisation.

La réponse aux mauvaises pratiques ne peut pas être la sanction unilatérale, mais la redéfinition multilatérale de ces pratiques.

Si nous ne traitons pas ce problème stratégique du commerce mondial, nous risquons un ralentissement structurel de nos économies. Dans un contexte de ralentissement économique durable en Chine, ce serait une faute économique.

Regardons où nous en sommes.

Les tensions commerciales persistent entre la Chine et les États-Unis.

L'accord prévu pour le 15 janvier prochain entre Washington et Pékin va dans la bonne direction. Mais cet accord sera partiel, bilatéral et fragile. Il ne règle pas les problèmes de fond dans les relations commerciales avec la Chine, en particulier le respect de la propriété intellectuelle, les subventions industrielles et l'ouverture des marchés. Il n'offre donc pas le cadre global dont nous avons besoin pour redéfinir les règles du commerce mondial, régler nos différends commerciaux et faire respecter les règles. La refondation de l'OMC reste un projet nécessaire sur la base de la réciprocité.

Les tensions commerciales persistent aussi entre les États-Unis et l'Europe et risquent de s'aggraver.

Tensions sur la Russie : à la suite de mon déplacement à Moscou, nous voulons relancer nos échanges économiques avec la Russie, dans le respect du droit international, sans être entravés par des sanctions financières extraterritoriales.

Je me donne 6 mois pour parvenir à trouver des solutions opérationnelles dans le domaine financier.

Les sanctions extraterritoriales sont une atteinte inacceptable à la souveraineté des nations.



Tensions sur le cas Airbus / Boeing : nous voulons parvenir à un règlement de ce différend dans les meilleurs délais, plutôt que de nous engager dans une logique de sanctions et de ripostes qui ne fera que des perdants.

Tensions enfin sur la question de la taxation du numérique.

Nous contestons le caractère discriminatoire de notre taxe nationale, qui touche des entreprises du monde entier. Nous regrettons le projet de sanctions américaines, dont le caractère dissuasif est inefficace : deux États européens, l'Autriche et l'Italie, viennent de mettre en place une taxation similaire. Le Royaume-Uni le fera prochainement. Chacun reconnaît que la juste taxation des entreprises qui font des profits considérables dans des territoires où elles n'ont pas de présence physique est un enjeu stratégique pour la fiscalité du XXI^{ème} siècle.

Nous déplorons enfin ce règlement d'un différend entre alliés par la force. Je dis par conséquent à mes amis américains : rangeons les colts, mettons-nous autour de la table de négociation et traitons ce problème au bon niveau. Accélérons les travaux pour une solution à l'OCDE dans les semaines qui viennent. Avec mon homologue américain Steven Mnuchin nous sommes convenus hier de nous donner 15 jours pour parvenir à un compromis sur la base du texte de l'OCDE. Nous ferons un nouveau point lors de l'entretien que nous aurons à Davos fin janvier. Bien entendu, nous souhaitons qu'aucune sanction ne soit prononcée par l'administration américaine durant ces 15 jours.

Pour autant, nous devons nous préparer à toutes les options. Si jamais des sanctions américaines devaient malgré tout tomber, nous savons que nous pouvons compter sur le soutien de la Commission européenne, qui m'a été rappelé ce matin par le commissaire européen Phil Hogan. Nous devons aussi nous tenir prêts à relancer un projet de taxation digitale européenne, comme le propose Paolo Gentiloni.

La taxation des géants du numérique se fera, tôt ou tard, partiellement ou globalement. Je me suis battu et je continuerai de me battre pour une solution globale et rapide.

Deuxième enjeu : l'endettement mondial.

L'endettement mondial atteint des niveaux préoccupants.

Il peut devenir une menace.

Il fait peser un risque sur la souveraineté des États en développement, suivant la logique : prêts faciles, remboursement difficile, prise de contrôle des actifs stratégiques.

La France s'est mobilisée sur ce sujet l'année dernière en organisant une conférence sur le surendettement. Elle le fera à nouveau en 2020, en appelant chacun à respecter des règles communes en matière de prêts.

La France sera d'autant plus crédible pour porter ce message qu'elle aura elle-même maîtrisé son endettement public. La dette publique reste le point noir de nos finances publiques. Nous avons hérité d'une dette qui avait augmenté de 30 points en 10 ans. Mais il y a des héritages qu'il faut savoir ne pas faire fructifier. Nous devons donc dans les deux dernières années du quinquennat tout faire pour maîtriser la dette publique et amorcer sa réduction.



Troisième enjeu : la croissance dans la zone euro.

A pleine plus de 1 point : c'est la moyenne de la croissance dans la zone euro.

Personne ne peut se satisfaire de ce niveau de croissance.

Pourquoi ?

Parce que cette croissance faible, cela veut dire moins de prospérité pour les Européens, un décrochage de leur niveau de vie, du retard dans les technologies nouvelles, des infrastructures qui se dégradent.

Cette croissance faible, cela veut dire le déclassement européen au XXIème siècle.

Il est donc temps de fixer une nouvelle ambition pour la croissance européenne, avec une politique et des outils.

L'ambition, elle a été définie par la Présidente de la Commission européenne Ursula Von Der Leyen et j'y souscris totalement : le Pacte Vert ou le *Green New Deal*.

La croissance européenne sera verte ou elle ne sera pas. La course à la croissance pour la croissance est finie. Elle appartient à une époque révolue, celle de la consommation excessive, du gaspillage, de l'exploitation sans limite des ressources de la planète. Le temps de la croissance durable commence. Une croissance qui doit conjuguer prospérité économique et respect de notre environnement, succès individuel et projet collectif de lutte contre le réchauffement climatique.

Pour atteindre cette ambition, la politique économique doit tirer parti de la politique monétaire accommodante que la nouvelle présidente de la BCE Christine Lagarde a confirmée.

Les taux sont bas et soutiennent la croissance. Mais les taux bas ne suffisent pas. La croissance et l'inflation restent trop faibles. Une politique budgétaire plus expansionniste doit donc prendre le relais dans les États qui en ont la capacité. Je plaide et je continuerai inlassablement de plaider, à Paris comme à Berlin, pour que notre partenaire allemand accélère ses investissements publics. Il a déjà fait un peu. Il peut faire plus. Nous ne pouvons pas avoir la politique de réformes ambitieuse que nous menons avec le Président de la République et le Premier ministre en France et le *Schwarze Null* comme seule réponse en Allemagne.

Trouvons donc la voie d'une coordination plus étroite des politiques économiques dans la zone euro, qui sera seule à même de donner des résultats durables. La zone euro est une zone financière. Elle est une zone économique. Elle doit aussi être une zone politique qui propose, discute, assume des décisions de politique économique.

Enfin, pour définir les perspectives financières et économiques européennes, nous avons des outils : utilisons-les.

Utilisons la BEI, que nous avons transformée en Banque européenne du climat. La France propose une augmentation du capital de la BEI, pour démultiplier sa capacité à financer les projets verts.

Nous souhaitons que cette augmentation de capital de 10 milliards d'euros soit réalisée en 2020.

Utilisons la politique de concurrence, que la commissaire européenne Margrethe Vestager souhaite refonder.



La France participera activement à cette refondation de la politique de concurrence, pour défendre nos intérêts économiques et pour faire émerger de nouveaux champions européens. Nous avons fait des propositions sur ce sujet avec mon homologue Peter Altmaier. Je me félicite que de nombreux autres gouvernements fassent à leur tour des propositions pour rétablir un équilibre concurrentiel entre le marché européen et ses concurrents. Je salue en particulier les propositions néerlandaises dans ce domaine.

Nous voulons aussi refonder notre politique de concurrence pour lutter contre les monopoles illégitimes que les géants du numérique sont en train de constituer. Nous avons su dire « non » à *Libra*, le projet de monnaie digitale privé de Facebook. Nous avons proposé une monnaie digitale publique et nous nous réjouissons que la BCE ait décidé d'accélérer des travaux dans ce domaine.

Les géants du numérique ont leur place dans notre économie, mais les États aussi, pour réguler et protéger. Nous refusons catégoriquement que les uns prennent la place des autres. Nous refusons catégoriquement que les uns puissent contester les règles édictées en toute légitimité et au nom des peuples par les autres. Personne n'est au-dessus des lois. Nous entendons donc faire respecter les droits voisins et nous sommes prêts avec le ministre de la Culture Franck Riester à renforcer la législation dans ce domaine.

Utilisons enfin les projets d'intérêt collectif européen : grâce à ce dispositif, une usine pilote de fabrication de batteries électriques sera inaugurée à Nersac, en Nouvelle-Aquitaine. En 2022, une première usine de batteries verra le jour en France, une deuxième en 2024 en Allemagne. Le retraitement sera assuré par notre partenaire polonais.

Des batteries électriques plus propres, plus avancées, plus européennes, pour accompagner la montée en puissance rapide des véhicules électriques en Europe, cela prouve une chose : quand les Européens veulent, ils peuvent.

Nous ne sommes pas condamnés à être les consommateurs de technologies que nous ne maîtrisons plus. Nous pouvons inventer de nouvelles aventures industrielles, dans les batteries, dans la santé connectée, dans l'intelligence artificielle, dans les nouvelles technologies.

*

La constance paiera aussi dans nos choix de politique économique.

Pour 2020, nous souhaitons nous fixer ici au ministère de l'Économie et des Finances un défi, trois projets concrets et une méthode.

Le défi : le nouveau capitalisme.

Vous m'avez entendu à plusieurs reprises défendre un nouveau capitalisme.

Au regard des insurrections ou des mouvements de colère qui éclatent sur de nombreux continents, je le crois plus que jamais nécessaire.

C'est quoi, ce nouveau capitalisme ?

Un capitalisme qui réduise les inégalités et qui garantisse à chacun un niveau de salaires décent par son travail.

Oui : la question salariale est une des questions fondamentales du nouveau capitalisme.



Comment défendre un modèle économique qui ne permet pas à chacun de vivre dignement de son travail ? De se payer un logement ? De se nourrir correctement ? D'offrir des loisirs à ses enfants ?

Il y a un an, nous avons décidé une augmentation de la prime d'activité qui permet à chaque salarié au niveau du SMIC de gagner 100 euros de plus par mois. Nous avons également décidé que les heures supplémentaires seraient défiscalisées et que l'impôt sur le revenu baisserait de 5 milliards, en particulier pour les ménages aux revenus modestes.

Les pouvoirs publics ont fait leur part du chemin.

Je souhaite que les entreprises prennent également leurs responsabilités dans ce domaine, comme elles l'ont fait en 2019 avec la prime exceptionnelle défiscalisée. Les entreprises doivent garantir un meilleur partage de la valeur, quand leurs résultats économiques sont au rendez-vous. Elles doivent ouvrir des perspectives à leurs salariés. Car le problème est moins d'être au SMIC que d'y rester. Le défi est moins l'augmentation du SMIC, qui serait une facilité couteuse pour l'emploi, que la dynamique des salaires.

Les entreprises peuvent le faire directement par les négociations salariales, notamment dans les branches qui connaissent des difficultés de recrutement.

Elles peuvent le faire aussi par la mise en place d'accords d'intéressement.

Désormais, ces accords sont simples. Ils peuvent être signés pour 1 an seulement. Ils pourront être conclus de manière unilatérale par l'employeur qui se lance pour la première fois dans les entreprises de moins de 11 salariés.

Toutes les conditions sont réunies pour que les accords d'intéressement se multiplient dans les mois à venir, en particulier dans les PME et les TPE.

A ceux qui me disent : « vous auriez dû reconduire la prime défiscalisée de 2019 sans condition d'intéressement », je réponds que l'exceptionnel ne peut pas devenir la norme et que l'intérêt de long terme des salariés comme des entrepreneurs est de lier résultats et rémunération.

Le nouveau capitalisme cela suppose aussi de la décence dans les salaires de dirigeants. La loi PACTE a accru des exigences de transparence sur les écarts de rémunérations dans les grandes entreprises. Nous serons vigilants sur son application.

Le nouveau capitalisme est aussi un capitalisme durable.

Je vous ai beaucoup parlé de constance.

Je veux aussi vous parler de rupture : la rupture environnementale dans nos politiques économiques. Elle est indispensable. Sans quoi nous risquons de faire trop peu, trop tard en matière de lutte contre le changement climatique.

Dans les deux prochaines années de quinquennat du Président Macron, je propose par conséquent que le ministère de l'Économie et des Finances fasse de la transition écologique la clé de voûte de toutes ses décisions de politique publique.

Sortons de cette alternative : soit le climat, soit les emplois.



Il ne s'agit pas de détruire les emplois pour sauver le climat. Il s'agit de sauver le climat en créant de nouveaux emplois. Nous organiserons à Bercy une conférence européenne sur l'économie verte au mois de février, pour faire avancer tous les projets européens de croissance verte.

Ce défi du nouveau capitalisme me conduit à mettre en avant trois projets concrets pour 2020 :

Premier projet : le Pacte productif

Le Président de la République présentera dans quelques semaines les premières orientations de ce Pacte productif, sur lequel nous travaillons avec tous les autres ministres concernés depuis 6 mois.

La démarche est inédite : définir les secteurs d'activité sur lesquels nous estimons nécessaires d'investir massivement dans les prochaines années pour préserver les atouts productifs de la France et en développer de nouveaux.

Le Pacte productif a un objectif clair : le plein emploi en 2025.

Il répond à une nécessité : conjuguer production et décarbonation de notre économie.

Tous les leviers seront utilisés à cette fin : la fiscalité, avec la baisse des impôts de production suivant une trajectoire qui devrait démarrer en 2021 ; la formation et la qualification dans les métiers en tension ; le financement plus cohérent de l'innovation ; la mobilisation des acteurs publics, en particulier les entreprises dans lesquelles l'État a une participation et les garanties du Trésor.

Ce Pacte productif ne pourra réussir qu'à deux conditions.

La première est nationale : c'est un meilleur financement de l'économie. Nous avons fait beaucoup avec la loi PACTE qui développe l'épargne salariale et l'épargne-retraite, avec l'orientation de l'assurance-vie vers le meilleur financement de l'entreprise, avec le développement de la finance verte.

A vous maintenant de vous saisir de ces instruments pour mieux financer l'investissement dans la croissance durable. J'en appelle en particulier aux assureurs : je compte sur eux pour utiliser les marges de manœuvre que nous leur avons données, pour mieux financer l'investissement et le développement d'entreprises technologiques.

La deuxième condition est européenne : rien ne sert de réduire notre empreinte carbone en France ou en Europe si nous importons des produits carbonés de l'étranger. Nous devons mettre en place dans les meilleurs délais un mécanisme d'inclusion carbone aux frontières européennes.

Deuxième projet : l'égalité femmes / hommes.

Réduire les inégalités dans le capitalisme, cela demande de combattre les inégalités inacceptables dans le travail entre les femmes et les hommes.

Marianne est notre étendard politique, elle doit aussi devenir notre étendard économique.

Avec Marlène Schiappa, nous sommes déterminés à aller loin dans ce domaine, en nous concentrant sur quelques problèmes clés : la représentation dans les COMEX, l'accès aux financements, les choix de formation ou le congé paternité.



Nous nous réjouissons que la plateforme que nous avons mise en place ait déjà reçu des milliers de remarques ou de suggestions : 60 000 personnes ont déjà consulté cette plateforme et exprimé plus de 400 000 votes. Nos compatriotes veulent des changements concrets dans ce domaine. Nous ne pouvons pas les décevoir.

Troisième projet : le projet européen.

Je ne reviens pas sur notre détermination en matière de réforme de la politique de la concurrence, de taxation des géants du numérique, de création de nouvelles filières industrielles ou de travaux sur la monnaie digitale publique.

Ce sont des éléments décisifs du nouveau capitalisme, qui doit être un capitalisme européen.

Deux projets complémentaires me tiennent à cœur : le budget de la zone euro et l'achèvement de l'Union bancaire et de l'Union des marchés de capitaux. Ce sont des réalisations indispensables pour garantir la stabilité de la monnaie unique et le meilleur financement de notre économie. Ne nous plaignons pas de Black Rock, faisons plutôt le nécessaire pour avoir les meilleurs outils financiers en Europe, capables de faire concurrence aux géants américains et de financer dans les meilleures conditions notre économie.

Une méthode enfin : la concertation et le dialogue

Quand je regarde tout ce que nous avons accompli ensemble depuis près de 3 ans, je me dis que les succès ont toujours été le fruit de la concertation et du dialogue, en liaison étroite avec les parlementaires de la majorité que je remercie pour leur soutien vigilant mais constant.

Concertation avec nos compatriotes sur la loi PACTE par exemple, qui a été ouverte à la consultation pendant 3 mois.

Concertation et dialogue avec les organisations professionnelles, par exemple sur le GNR.

Avec les responsables consulaires, sur la réforme des CCI.

Avec les buralistes et les associations des Anciens Combattants sur la privatisation de la FDJ.

Concertation et dialogue avec les représentants syndicaux pour tous les dossiers industriels difficiles comme Ascoval ou GE – Belfort. Je veux rendre hommage au sens des responsabilités de ces représentants syndicaux, qui ont su construire des solutions, convaincre leurs collègues, trouver des compromis.

La voie du compromis est toujours la plus difficile. Elle est aussi la meilleure pour la Nation. Car elle rassemble au lieu de diviser. Elle unit au lieu de déchirer.

Elle fait avancer une France qui a tous les atouts pour réussir au XXIème siècle.

Le Premier ministre a indiqué ce matin que la conférence sur le financement des retraites était une bonne idée. Il a ouvert la voie à un compromis. Je souhaite que toutes les organisations syndicales saisissent la main tendue par le Premier ministre.

*

Je voudrais conclure par un remerciement à vous tous. Je sais que la période est dure, que vous exercez votre travail dans des conditions particulièrement difficiles depuis plus d'un mois.



Je pense aux commerçants, artisans, aux hôteliers, restaurateurs, à tous les salariés franciliens qui dépensent du temps et de l'énergie considérables, et de l'argent pour rejoindre leur lieu de travail. Je veux leur dire que nous sommes à leurs côtés.

Je suis prêt à étudier des dispositifs de dégrèvement au cas par cas pour tous les commerçants parisiens dont la survie serait menacée par les grèves. Aucun commerce ne doit mettre la clé sous la porte en raison des grèves.

Je veux leur dire aussi que les transformations que nous menons, en particulier la refondation de notre système de retraite par répartition sont indispensables pour garantir plus de justice dans notre modèle social, plus d'efficacité pour notre économie et plus de souveraineté pour notre continent européen.

Nous comptons sur votre talent, sur votre mobilisation, sur votre créativité et sur votre esprit d'entreprise pour faire gagner la France. Vous pouvez compter sur moi.

Meilleurs vœux 2020 à tous !